



CAMEROON BUSINESS FORUM (CBF)

9^{ème} édition

Douala, le 12 mars 2018

Hôtel SAWA

ALLOCUTION DE M. CELESTIN TAWAMBA

Président de la Plateforme du Secteur Privé

Président du GICAM

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Permettez-moi tout d'abord, au nom du secteur privé que j'ai l'honneur de représenter ici, de vous adresser mes vives félicitations à la suite de votre confirmation en tant que Premier Ministre, Chef du Gouvernement par le Chef d'Etat, qui vous renouvelle ainsi sa très haute confiance pour la quatrième fois.

Permettez-moi ensuite, au nom du secteur privé et en mon nom propre, de vous souhaiter une chaleureuse bienvenue, Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Je voudrais saluer, en effet, votre disponibilité à honorer de votre présence, chaque année depuis neuf ans, ce grand rendez-vous, qu'est devenu le Cameroon Business Forum (CBF), l'un des plus importants moments de rencontre et d'échanges entre le Gouvernement et le secteur Privé.

J'associe à ces mots de bienvenue l'importante délégation des membres du Gouvernement qui vous accompagnent. Je vous témoigne l'intérêt et le plaisir qui sont les nôtres de vous rencontrer pour débattre du destin économique de notre pays et des questions touchant à la vie, à la rentabilité et à la compétitivité de nos entreprises et partant à celle de notre économie toute entière!

Je salue, enfin, les partenaires au développement à qui je sais gré de leurs appuis multiformes à l'amélioration des performances, comme du climat économique du Cameroun.

Mesdames et Messieurs,

A vous, tous, participants à ce 9^{ème} CBF, merci de votre présence.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Opérationnel depuis 2009, le CBF est une initiative salubre, conjointe, du Gouvernement et de la SFI. C'est l'occasion de remercier la Banque Mondiale et saluer l'action de la SFI, son bras armé privé, pour son appui tant technique que financier, au moment où celle-ci se retire comme prévu du CBF, pour laisser la place à un dialogue public-privé mature, responsable et respectueux.

Le CBF est devenu au fil du temps un grand rendez-vous, ce grand moment de rencontre entre le Gouvernement et la représentation du secteur privé. Il nous a permis de nous poser les bonnes questions et tenter d'y répondre par de bonnes solutions en jetant un regard comparatif avec d'autres pays au travers d'une batterie d'indicateurs pertinents, afin d'engager des réformes profondes qui permettraient d'améliorer le climat des affaires.

Cette année, tout en faisant le point sur les réformes en cours, la session d'aujourd'hui va aborder 2 thèmes d'une actualité brûlante : la dette intérieure de l'Etat envers les PME d'une part, et d'autre part le défi, **que dis-je**, l'impératif de la protection de l'industrie nationale.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Il ne vous surprendra pas de dire ici et maintenant, que les attentes du secteur privé vont au-delà d'une simple convergence de vues avec le Gouvernement; car pour progresser, nous devons veiller à la mise en œuvre diligente des mesures qui en auront découlé.

En effet, si le temps nous l'avait permis, d'autres problématiques tout aussi importantes auraient pu être abordées, que je me permets de rappeler ici : (i) le défi de l'ouverture des marchés avec les APE, (ii) la recherche d'une politique fiscale plus juste et équitable, (iii) les problèmes de fraude et de corruption dont nous sommes les uns et les autres tous responsables, (iv) l'état de nos infrastructures, (v) la pénurie des devises qui affecte gravement la quasi-totalité des opérations étrangères ; plusieurs semaines, voire mois, étant en ce moment observés dans l'exécution des transferts, (vi) la situation sécuritaire qui frappe durement nos entreprises – pour ne citer que les quelques problématiques du moment.

S'agissant de la situation sécuritaire qui met à mal les structures économiques et paralyse bon nombre d'entreprises dans les régions concernées, je tiens à souligner que nous sommes tous solidaires dans les efforts qui sont mis en œuvre pour arriver à une solution qui préserve la paix et l'unité de notre pays. Je voudrais saluer ici, au nom de la communauté des affaires, les efforts entrepris par le Gouvernement ainsi que la bravoure des forces de sécurité pour ramener la paix dans ces régions, comme je me dois également de saluer le courage des entreprises qui font face à des situations difficiles et maintiennent malgré tout un flux d'affaires courageux, seule garantie contre une dégradation de la situation encore plus grande.

Excellence Monsieur Le Premier Ministre,

Face à tous ces défis, le CBF a une obligation de résultat car l'émergence du Cameroun est à cette condition, avec un Etat qui crée les conditions de cette émergence et un secteur privé qui en est le moteur. Cependant, fort est de constater qu'en dépit de l'implication personnelle du Chef du Gouvernement, ainsi que de l'engagement des ministres et représentants du secteur privé, les résultats affichés par le CBF restent encore mitigés. Nous en voulons pour preuve la médiocre place du Cameroun dans le classement *Doing Business* et le poids d'un environnement des affaires toujours aussi contraignant.

C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Premier Ministre, nous vous savons gré de votre décision d'engager prochainement une réforme du CBF, en écho aux doléances du secteur privé. Cette réforme devrait nous permettre, par la mise en œuvre de réformes fortes, efficaces et pragmatiques, relatives à l'amélioration du climat des affaires et couvrant, par ailleurs, un spectre plus large que le prisme des indicateurs du *Doing Business Report*, de renforcer l'impact du CBF. Des réformes, en somme, qui permettent de transformer véritablement notre tissu économique, de le moderniser et de clairement définir le modèle économique de notre pays. A cet égard, je puis vous assurer de la

pleine participation et implication du secteur privé à ce processus de transformation dont il sera le premier bénéficiaire. Bien plus, il sera une occasion de plus de parfaire la structuration de la Plateforme du secteur privé et renforcer son efficacité.

***Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs,***

Je me fais le porte-voix de tous ceux qui sont venus à votre rencontre ce matin. Ce sont des créateurs de richesses, des entrepreneurs et des chefs de grandes, moyennes et petites entreprises. Certains ont réussi, d'autres ont connu des échecs. Certains ont été malades physiquement, au point d'y laisser leur vie, d'autres connaissent un stress important et ploient sous le poids des contraintes et tracasseries parfois ingérables de l'administration.

Ces personnes ont en commun leurs capacités à prendre des risques au quotidien pour faire triompher l'idéal de l'entreprise dans notre pays, en lui permettant de faire ce dont elle a vocation : créer des richesses et, ce faisant, contribuer pleinement à la bataille nationale pour la croissance et l'emploi. Ces personnes croient en un partenariat Etat – Entreprises fécond comme outil pour revigorer notre économie et donner des perspectives nouvelles aux entreprises.

Face à ces attentes, face au défi que constitue la conduite du nouveau Programme économique et financier lancé il y a neuf mois, face à l'exigence de compétitivité et ses corollaires que sont le besoin de maîtriser l'ouverture économique et de protéger dans les règles l'industrie locale, nous nous tournons vers vous et disons d'une voix : « ***Nous avons besoin d'un nouveau souffle ! Nous avons besoin d'une nouvelle impulsion, nous avons besoin de réformes structurelles. Plus que jamais, nous avons besoin d'une administration efficace qui nous accompagne et facilite la vie de nos entreprises.*** » En retour, nous réitérons notre détermination à mieux structurer nos organisations, renforcer la gouvernance de nos entreprises et améliorer la qualité des femmes et des hommes qui les animent, avec en perspective, l'avènement d'un secteur privé efficace, plus uni, plus fort et conquérant au Cameroun, ***une ambition pour laquelle nous aurons besoin que tout soit mis en œuvre pour faire du Cameroun un Paradis d'investissement.***

Pour ce faire, vous devriez acter le fait que nous puissions, parfois, être en décalage voire même en désaccord, le contraire n'ouvrant la voix qu'à des renoncements et/ou des blocages. Nous devrions mettre fin au climat de suspicion réciproque qui règne entre l'Administration et le secteur privé. Cette crise de confiance est, à notre sens, l'un des principaux problèmes qui ressortent du dialogue Etat – Secteur privé et de l'économie de notre pays.

C'est bien l'heure de l'Union sacrée pour faire face à des défis aussi bien externes qu'interne.

Notre secteur privé est en ordre de bataille dans l'interminable guerre économique d'un monde en mutation rapide.

Nous voulons croire qu'il ne saurait y avoir de fatalité à ce que, malgré les efforts, le dialogue reste enserré dans un faisceau de contraintes et/ou de postures. Nous avons en mémoire un certain nombre de faits tels que l'absence d'une réelle consultation lors de la préparation de la Loi des Finances, des confusions dans la compréhension des rôles respectifs des différents acteurs du dialogue.

***Excellence, Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs,***

Le Patronat n'est ni l'adversaire ni le concurrent du Gouvernement, il ne s'imagine aucun rôle de co-gestionnaire du pays. Cette responsabilité d'orientation et de gestion du pays incombe au Gouvernement, par ailleurs seul décideur en dernier ressort des politiques économiques. Par contre, si vous êtes le cadre, nous sommes bien le moteur de l'économie où nous devrions, comme l'a dit le chef de l'Etat : « produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons ».

S'ouvrir à la concertation n'est aucunement synonyme de faiblesse, c'est au contraire le fait d'un Etat fort. De même, le dialogue n'est pas un acte de soumission. Il est la rencontre, dans un état d'esprit constructif, de deux acteurs aux rôles et responsabilités différents, mais visant le même but ultime : la prospérité économique et le progrès social du Cameroun. Ces acteurs, devenus partenaires, doivent pouvoir se dire des vérités sans que cela porte à conséquence. Le Patronat doit pouvoir relayer auprès des Pouvoirs publics la nature des maux de leur environnement qui affectent les entreprises par des informations quantitatives et qualitatives venant du terrain, sans chercher à dissimuler la vérité des faits, ni les aggraver.

De plus, le dialogue doit trouver un autre champ d'expression dans les rencontres au quotidien des entreprises avec les administrations. C'est pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, nous vous prions de bien vouloir instruire les administrations pour qu'elles soient accessibles et efficaces, en ouvrant notamment leurs portes aux entreprises qui les sollicitent.

***Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs,***

Le Cameroun s'emploie à lever les contraintes, insuffisances et défaillances qui ont conduit aux difficultés économiques que nous connaissons actuellement. La mise en commun de nos ressources intellectuelles, techniques et financières est le passage obligé pour, non seulement parer aux urgences, mais aussi pour jeter les bases d'une transformation en profondeur de notre économie qui doit devenir émergente à l'horizon 2035. Seule une vision commune et l'obligation de résultats réciproques en sont les facteurs clés de succès.

Nous le savons tous, des réformes ont été soit différées, soit non mises en œuvre, soit mal mises en œuvre du fait, entre autres, d'un dialogue public-privé inefficace. Je ne doute pas que nous avons tous à cœur à faire de ce dialogue un puissant levier de compétitivité de nos entreprises et de modernisation de notre pays.

En un mot, aujourd'hui, mes collègues du secteur privé et moi, nous sommes tout simplement venus demander à nous tous, Gouvernement et Secteur privé, d'être le meilleur de nous-mêmes et de nous donner les moyens d'être meilleurs en plaçant l'entreprise au cœur de toutes les politiques économiques.

Vive le Dialogue public/privé,
Vive le Cameroun

Je vous remercie de votre aimable attention.

Célestin TAWAMBA
Président de la Plate-forme du Secteur privé
Président du GICAM